

Soutenons le Collectif Solidarité entre Femmes à la Rue menacé d'expulsion !



Ensemble nous sommes fortes, mais nous avons besoin de soutien ! Le collectif de femmes qui occupe le CCVA depuis bientôt deux mois risque l'expulsion ordonnée par la mairie de Villeurbanne, remettant ainsi une trentaine de personnes à la rue. Signez la pétition et partagez la pour obtenir un hébergement digne pour toutes !

A Lyon, comme partout en France, nous traversons une crise de logement et de l'hébergement sans précédent. Dans la métropole lyonnaise, 14 000 personnes sont en attente d'un hébergement, et vivent à la rue, dans des campements, des bidonvilles, des squats, chez des tiers. C'est dans ce contexte qui ne fait que s'aggraver que nous avons créé le collectif Solidarité entre femmes à la rue au printemps 2023. Depuis, nous continuons à nous réunir et à lutter, contre les remises à la rue, les violences faites aux femmes, les politiques racistes et sexistes. Le 7 novembre, pendant la « semaine de l'hospitalité » organisée par la métropole et les mairies locales, une centaine de membres de notre collectifs, femmes isolées, enceintes, avec ou sans enfants, pères de famille, personnes âgées, bébés de moins d'un an, occupent une salle de réception au CCVA (centre culturel de la vie associative) de Villeurbanne. La mairie de Villeurbanne, socialiste et membre du réseau des villes accueillantes (ANVITA), a accepté de chercher des solutions et de négocier notre hébergement avec la préfecture. Mais après un mois et demi d'occupation et à quelques jours de Noël, et après nous avoir assuré pendant un mois et demi qu'elle nous soutiendrait et prendrait en charge les personnes qui ne seraient pas hébergées par la préfecture, la mairie nous a annoncé que seulement 60 personnes seraient hébergées dans une maison mise à disposition pendant 6 mois, en laissant une trentaine d'autres sans solutions. La seule proposition pour l'instant est de quelques nuits d'hôtel avant un retour probable à la rue. La mairie a aussi annoncé que le CCVA serait expulsé le 4 janvier 2024 par la police si les personnes refusaient de partir, même si elles n'avaient pas de solutions. Cette expulsion tomberait en pleines vacances scolaires et donc en présence des enfants, pendant la trêve hivernale.

La mairie a finalement décidé d'accepter les propositions indécentes de la préfecture et la remise à la rue probable de 30 d'entre nous, laissant à la préfecture le choix de la répartition, selon ses logiques inhumaines.

Alors que la loi anti-immigration vient d'être votée, qui rétablit le délit d'irrégularité, interdit l'hébergement aux personnes sous OQTF, accentue le contrôle, multiplie les expulsions et l'enfermement des personnes avec ou sans papiers, limite les droits sociaux d'une large part de la population, faire le choix de laisser à l'Etat décider du sort de 30 d'entre nous serait une honte pour la mairie de Villeurbanne. La politique actuelle d'hébergement se réduit à des mises à l'abri temporaire et à des propositions d'aide au retour mais aucune ouverture de places pérennes n'est envisagée. Avec la loi anti-squat, qui criminalise les populations précaires et facilite l'expulsion des squatteur.ses et des locataires, les perspectives de s'abriter en squat, campements ou bidonvilles sont rendues quasiment impossibles. Celle-ci pourrait être une force d'opposition, continuer le combat avec notre collectif, prendre à sa charge la protection des femmes et enfants qui sont à la rue sur son territoire. Ce contexte devrait pousser les collectivités locales à se mobiliser auprès des personnes en situation de précarité, et d'exil, avec ou sans papiers. Dire que c'est à l'Etat de prendre ses responsabilités, c'est nier le fait que l'Etat a fait le choix politique de ne pas les prendre, assumant une ligne d'extrême droite.

La lutte continue ! Nous lançons cette pétition pour faire valoir nos droits :

► Nous demandons un rendez-vous avec la mairie et la préfecture, pour chercher des solutions pérennes et dignes : l'ouverture de places d'hébergement ou la mise à disposition d'un autre bâtiment pour les 30 occupantes sans solutions

► Nous demandons à la mairie de ne pas faire appel à la police pour expulser le CCVA, d'autant plus pendant les vacances, en présence des enfants, pour les remettre à la rue ou les forcer à aller dans des hôtels pour quelques nuits. Nous nous engageons à partir de nous-mêmes dès que nous auront un autre endroit où aller.

Face à la politique raciste et répressive de l'Etat, alors que des centaines de collectifs, personnalités, mairies et départements, se mobilisent contre la loi Darmanin et pour le respect des droits des personnes, la mairie de Villeurbanne doit faire le choix de ne pas s'abaisser à la politique indigne de l'Etat. Elle en a la capacité si elle fait des choix budgétaires et politiques décents.

Ensemble nous sommes fortes, mais nous avons besoin de soutien ! Signez notre pétition et partagez la pour nous aider à obtenir un hébergement digne pour toutes !

Lien vers la pétition

mardi 2 janvier 2024

Soutenons le Collectif Solidarité entre Femmes à la Rue menacé d'expulsion !

15h00 - 16h30

Mairie de Villeurbanne

Place du D^r Lazare goujon

Métro gratte ciel

mardi 2 janvier 2024

Soutenons le Collectif Solidarité entre Femmes à la Rue menacé d'expulsion !

14h30 - 16h30

Mairie de Villeurbanne

Place du D^r Lazare goujon

Métro gratte ciel